

rée de tous, transmette, entre deux apéritifs, un dossier compromettant pour le ministre à un rédacteur d'une feuille d'information financée par l'opposition. L'I. S. est parfaitement informé de la liste des bars berlinois où le général X. fait des tournées nocturnes; il sait aussi le nom de la banque américaine où se rend de temps à autre le sénateur Z. pour toucher à la caisse certains chèques importants. Et, lorsque le ministre de la Guerre de Londres ou le sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office se sentent gênés dans leur activité par telles opinions du général X. ou par tels discours du sénateur Z., il y a toujours des dossiers compromettants tout prêts à sortir de l'ombre, à la grande stupéfaction des intéressés.

On pourrait multiplier les exemples de ce genre aux Indes. Cependant il serait abusif de croire que le C. I. D. ne fait que détrôner les souverains indigènes. Dans certains cas il leur vient en aide. Ainsi un prince exotique, Sir Henry Sing, débarqua un jour en Europe pour goûter aux plaisirs du vieux continent. Il fit bientôt la connaissance d'une belle actrice anglaise en compagnie de laquelle on le voyait souvent dans les boîtes de nuit.

Mais rien ne dure éternellement et, un beau jour, le prince exotique décida de rentrer dans son pays. C'est alors que la belle actrice l'informa que la chose ne serait pas aussi simple à régler. Sir Harry Sing avait déjà appris en Europe qu'en pareil cas il faut, ou bien rester, ou bien payer. Il proposa donc 10,000 livres. L'artiste eut un rire sarcastique et déclara que ce serait 100,000 livres ou le scandale. Que faire? Le maharadja, le coeur gros, dut s'exécuter. Il sortit son carnet de chèque et signa.

Quelques heures plus tard, dans le train qui l'emportait vers le port, il songeait amèrement à la somme—considérable même pour un maharadja—qu'il lui avait fallu déboursier, quand la porte s'ouvrit. Un gentleman impeccable parut, salua respectueusement la majesté exotique et lui tendit une enveloppe cachetée. Puis il s'esquiva.

Etonné, le maharadja ouvrit l'enveloppe, et quelle ne fut pas sa stupéfaction lorsqu'il en sortit son propre chèque. Une petite carte y était épinglée dans un coin: «A Sa Majesté Sir Harry Sing, en témoignage de profond respect. *Indian Intelligence Department*». En effet, à l'insu du maharadja, les agents de l'I. S. avaient suivi de près le flirt et, en hommes expérimentés, avaient deviné parfaite-

ment le futur chantage. L'actrice fut donc abordée devant le guichet de la banque où elle allait présenter son chèque. Mais les nombreux articles qui commentèrent à l'époque la mésaventure de Sir Harry Sing ne mentionnèrent pas comment les agents de l'I. S. réussirent à reprendre le chèque.

L'Espionnage comme Sport

Si l'activité de l'I. S. amuse parfois l'Anglais moyen, elle le remplit souvent aussi de fierté. C'est là un phénomène assez rare, vu le peu de faveur dont jouissent généralement les services d'espionnage et de contre-espionnage, comme c'est par exemple le cas du deuxième bureau en France. Mais il faut savoir que l'Anglais considère l'espionnage comme un sport et ne comprend pas pourquoi le colonel Lawrence devrait être impopulaire, alors qu'un champion de golf est partout accueilli par la foule avec des applaudissements et des fleurs. Etre espion ou conspirateur nécessite une grande souplesse morale et physique, c'est une profession à la fois romantique et dangereuse. Aussi l'Anglais pense-t-il que celui qui y réussit mérite l'estime de ses concitoyens.

Un célèbre écrivain anglais disait un jour que les officiers britanniques allant passer leurs vacances sur le continent, prennent toujours congé de leurs supérieurs avec la phrase suivante: *And if I can I shall do some intelligence work*, ce qui veut dire que, si l'occasion s'en présente, ils ne répugneront pas à faire un petit travail d'espionnage...

D'où vient l'argent

Si c'est une tâche difficile que de jeter un coup d'oeil sur la cuisine des services d'espionnage, il est encore moins aisé d'apprendre où ces organismes se procurent leurs fonds. Si l'on en croit un article du *Temps*, l'I. S. dépenserait plusieurs millions de livres sterling par an, une grande partie de ces frais, mais une partie seulement, étant naturellement couverte par l'Etat. Si donc les subventions gouvernementales restent insuffisantes, par qui et comment se trouve comblé le déficit?

Depuis que le monde est monde, un réseau de liens inextricables unit la vie économique et politique. Bien entendu les potentats de la vie économique accourent volontiers le cas échéant au secours de la politique — d'une politique qui leur convient, s'entend.

Il est intéressant de rappeler à

cet égard le fameux coup de bourse de Sir Ernest Cassel pendant la guerre, et que le grand public a ignoré jusqu'à ce jour. Sir Ernest Cassel était un des banquiers anglais les plus puissants, allié à la maison royale d'Angleterre et dont ses correspondants américains, c'est-à-dire les plus fortes maisons des Etats-Unis, estimaient si haut la probité qu'une seule de ses paroles offrait en bourse plus de garantie qu'un contrat muni des plus sérieuses signatures. Cette confiance dont jouissait Sir Ernest Cassel valut à l'I. S. plusieurs centaines de millions, et voici comment.

Un jour, en 1916, les maîtres de Downing Street constatèrent, à leur grand désappointement, que leur caisse était vide. En effet, les entreprises gigantesques de lord Fisher et de Lawrence occasionnaient des frais si considérables que les gouvernements ne parvenaient pas à y faire face. Sir Reginald Hall conçut alors l'idée de faire appel au roi incontesté de la Cité.

Quelques semaines plus tard, très exactement le 31 mai 1916, avait lieu la bataille de Skager-Rac, la fameuse bataille navale du Jutland qui se termina, comme on sait, par la victoire de la flotte anglaise. Lorsque les premières dépêches arrivèrent à Londres, l'I. S. conseillé par lord Cassel, décida de garder le plus profond silence sur l'issue de la bataille.

Tandis que le monde était en proie à la plus angoissante incertitude, Sir Ernest Cassel lançait un câble à l'adresse d'une grande banque new-yorkaise, l'informant en termes ouverts de la défaite de la flotte anglaise. Par cette défaite, disait-il, disparaissait le dernier obstacle empêchant les troupes des puissances centrales de débarquer en Angleterre. Bien entendu, cette nouvelle fit à Wall-Street l'effet d'une bombe.

En l'espace d'une demi-heure, toutes les valeurs anglaises connurent une baisse vertigineuse qui, pour certaines actions, atteignit 70 pour 100. A ce moment les agents de l'I. S. se présentèrent sur le marché, achetant au plus bas toutes les valeurs britanniques. Et ce n'est que lorsqu'ils furent en possession de toutes les valeurs disponibles qu'arriva à New-York une seconde dépêche annonçant que la première information n'était pas tout à fait exacte et que l'Amirauté britannique allait publier incontinent un communiqué relatant par le menu les péripéties de la bataille. En effet, le communiqué ne tarda pas à être publié, et quel ne fut pas la stupéfaction des

braves Américains en apprenant la victoire écrasante de la flotte de Sa Majesté! Inutile d'ajouter qu'une hausse sans précédent s'ensuivit, et, à en croire certains experts new-yorkais, l'I. S. aurait réalisé en l'espace de quelques heures un bénéfice de quelques centaines de millions de dollars.

Ce furent les fruits de cette opération heureuse qui alimentèrent les caisses de l'I. S. jusqu'au moment où, lors de l'agitation politique en Asie Mineure au lendemain de la guerre, les magnats du pétrole délièrent les cordons de leurs bourses.

Personne n'ignore qu'avant l'entrée en guerre des U. S. A. le service de propagande de l'I. S. eut à surmonter des difficultés sans nombre pour contrebalancer l'influence considérable des trois millions de citoyens américains d'origine germanique qui exerçaient une forte pression sur le gouvernement.

La tâche des Anglais était d'autant plus difficile que les Allemands, eux aussi, entretenaient en Amérique une organisation secrète chargée d'une part d'empêcher l'intervention de l'Amérique, d'autre part d'entraver le ravitaillement, par les fournisseurs des U. S. A., des armées de l'Entente. L'I. S., tout comme le service concurrent allemand, possédait des bureaux dans chaque ville importante des Etats-Unis. Le travail de l'organisation anglaise était dirigé par le capitaine Boy-Ed, alors que du côté des Allemands deux chefs tiraient les ficelles dans les coulisses; un certain docteur Konig et son collègue... le commandant von Papen, aujourd'hui vice-chancelier d'Allemagne.

Nous n'ignorons pas que, faute de preuves suffisantes, il serait difficile d'accuser l'ex-chancelier d'Allemagne d'avoir été le principal agent de l'espionnage germanique. Cependant von Papen n'a jamais nié avoir activement collaboré au travail du service secret allemand aux Etats-Unis. D'ailleurs on relève son nom dans deux documents historiques.

Le capitaine Boy-Ed, qui avait à son service une véritable armée, réussit à faire admettre un de ses hommes dans l'entourage de von Papen, son redoutable adversaire... Un jour, l'émissaire de l'I. S. parvint à extraire du coffre-fort de von Papen une lettre importante émanant du comte Bernstorff, ambassadeur d'Allemagne à Washington, et adressée au ministre des Affaires étrangères de son pays. Cette missive apprit aux Anglais que les

(Suite à la page 49)